

# UN MODÈLE DE FINANCEMENT DE PROXIMITÉ AUTOGÉRÉ, ADAPTÉ AU MILIEU RURAL MAURITANIEN

Sid'Ahmed Bessid



L'économie rurale mauritanienne est basée sur l'agriculture et l'élevage. Un diagnostic participatif a fait ressortir un fort besoin de financement de proximité autogéré, adapté à la situation et aux besoins des petits agriculteurs et éleveurs ruraux. C'est ainsi que furent créées les Mutuelles d'investissement et de crédit oasien (MICO) et les Caisses d'épargne et de crédit agricole (CECA), dont l'objectif est l'octroi de financements portant notamment sur les campagnes agricoles, l'alimentation du bétail, les activités génératrices de revenus et l'autoconsommation en période de soudure. Les caisses ont été lancées en 1998, avec la création d'une première caisse pilote, puis étendues à l'échelle nationale. On en compte aujourd'hui 54, réparties sur l'ensemble du territoire national.

*Couverture Les adhérents de la caisse lors d'une réunion*

Malgré l'existence de 18 banques commerciales, le secteur financier mauritanien a du mal à répondre aux besoins financiers du pays. Centré exclusivement sur le milieu urbain et périurbain, il exclut une grande partie de la population, notamment rurale. Or, le manque de ressources financières de cette population a toujours été une contrainte majeure pour optimiser la production. Si, ces dernières décennies, le Gouvernement a lancé plusieurs projets et programmes pour résoudre la problématique du financement agricole, ces différentes initiatives n'ont donné que des résultats assez mitigés. En effet, elles ne couvraient qu'une partie très limitée des filières agricoles et ne prenaient pas en considération les petits agriculteurs et éleveurs ruraux qui constituent près de 60 % de la population vivant principalement des activités agricoles. En outre, les procédures d'octroi de crédit des institutions financières n'étaient pas adaptées aux besoins et conditions de vie de ce groupe vulnérable exclu du système bancaire classique.

C'est ce qui a amené la Mauritanie, en étroite collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à appuyer l'émergence d'institutions financières décentralisées. La mise sur pied de caisses de

proximité s'inscrit ainsi dans la volonté du Gouvernement mauritanien d'augmenter les revenus et la sécurité alimentaire des ruraux pauvres en mettant l'accent sur les groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes. Les activités de ces caisses sont régies par les principes fondamentaux de la participation effective des populations et de la responsabilisation des bénéficiaires à la base.

### **Des caisses de crédit autogérées suivant le modèle mutualiste**

Les caisses de crédit de l'Union nationale des mutuelles d'investissement et de crédit oasien et des zones pluviales (UNMICO) s'adressent à tous les producteurs vivant dans les villages de leur zone d'intervention. Chacun peut devenir adhérent, à condition d'être capable de mener une activité génératrice de revenus et de souscrire une part sociale d'adhésion. Les adhérents de la caisse se réunissent ensuite en assemblée générale constitutive pour désigner les organes de gestion. Les caisses de crédit de l'UNMICO constituent un réel outil de développement autogéré. Chaque caisse créée devient une entité autonome, constituée par les sociétaires vivants dans une zone délimitée, favorisant ainsi la pleine participation des bénéficiaires à tout le processus de mise en place et d'appropriation.



Cette démarche a conduit à une certaine homogénéité sociale et a favorisé des relations de confiance, nouées entre les membres, ainsi qu'une connaissance approfondie de ces derniers et de leurs besoins de financement. Grâce au nombre de bénéficiaires relativement réduit, la qualité des emprunteurs et leurs activités sont appréciées plus facilement. Les caisses ont également permis l'obtention de crédits avec des formalités adaptées et un plus grand contrôle des activités de recouvrement à des coûts réduits, ainsi que l'adoption de procédures simples permettant un dénouement de l'ensemble des opérations au niveau local et leur maîtrise par un nombre élevé d'élus potentiels.

L'objectif principal de ces caisses de crédit est d'apporter de façon durable des services financiers de proximité adaptés aux besoins des populations vulnérables, notamment rurales, pour financer localement toutes les activités viables. Le choix des activités éligibles est basé sur des critères objectifs, pertinents, adaptés et approuvés participativement par les bénéficiaires dans l'optique, notamment, de lutter contre l'usure.

Ces caisses sont organisées de manière uniforme conformément au modèle mutualiste : au sommet du pouvoir, on trouve l'assemblée générale qui élit les membres du conseil d'administration, du comité de crédit, du conseil de surveillance et modifie le statut et le règlement intérieur. Le conseil d'administration est chargé de la gestion administrative et financière de la caisse. Le comité de crédit est chargé des études des demandes de crédit, l'octroi de crédit et l'accompagnement de proximité des bénéficiaires sur la gestion administrative, comptable et financière des projets financés. Le conseil de surveillance est chargé du contrôle interne du fonctionnement de la caisse.

Les procédures de crédit varient d'une caisse à une autre suivant leurs spécificités. À titre d'exemple, certaines caisses conditionnent l'accès au crédit à la plantation d'un arbre pour lutter contre la sécheresse en contribuant à la fixation des dunes de sable préservant ainsi l'environnement. Les caisses ont une durée de vie de 99 ans renouvelable.

### **Adaptation au milieu rural et au contexte socioreligieux mauritaniens**

Ces caisses se situent dans un processus durable de pérennisation et d'appropriation des mécanismes par les populations rurales pour un développement local endogène. Elles ont permis aux petits agriculteurs ruraux d'accéder plus facilement aux services financiers, suivant des procédures adaptées à leur

situation. Les adhérents reçoivent des dividendes à la fin de l'exercice financier annuel. Les caisses ont conduit à une augmentation de la production agricole ainsi qu'à une amélioration des revenus des ménages et de la qualité de l'habitat. Une telle démarche a également eu pour effet la consolidation et la création d'activités génératrices de revenus, particulièrement féminines, l'autonomisation des femmes et des jeunes en matière d'organisation, de gestion et de prise de décision, mais aussi la fixation des populations rurales, contribuant ainsi à lutter contre l'exode rural. Au 31 décembre 2017, elles avaient octroyé plus de 50 000 crédits pour un montant cumulé de 7,78 milliards d'ouguiyas dont 61,4 % destinés à l'agriculture (maraîchage, phoeniciculture, cultures pluviales et autres cultures sous-palmiers), 12,2 % à l'élevage, 11 % à l'artisanat, 10,3 % au petit commerce et 5,1 % à l'autoconsommation.

Ainsi, les caisses de crédit de l'UNMICO sont devenues un modèle de bonne pratique se caractérisant essentiellement par leur grande adaptabilité au milieu rural et leur adéquation avec les principes de la finance islamique.

### **Défis, contraintes et solutions**

Les caisses ont été marquées par une certaine instabilité liée à la situation matrimoniale des jeunes femmes élues dans les instances dirigeantes. En effet, après leur mariage, celles-ci ont tendance à quitter la localité avec leurs époux laissant ainsi leur position vacante. Il faut alors recommencer à zéro le renforcement des capacités de nouveaux élus.

Il était par ailleurs difficile de mobiliser les femmes pour les formations d'une durée de plus d'une semaine en dehors du village. Généralement, les organes de gestion des caisses sont administrés par des hommes.

L'étendue du territoire national, plus de 1 million km<sup>2</sup>, n'a pas facilité le suivi et l'encadrement des caisses.

En outre, les populations de la zone couverte par les caisses éprouvent de réelles difficultés à assurer leurs remboursements en cas de mauvaises récoltes consécutives à l'irrégularité des pluies ou autres calamités telles que le péril acridien.

Pour faire face à ces difficultés, des séances de formation pratique et sur le tas relatives à la bonne gestion, à l'organisation, aux rôles et responsabilités des organes de gestion et à la réglementation ont été organisées au profit des membres des instances dirigeantes. Beaucoup des séances de sensibilisation et d'information ont également été réalisées au profit des hommes et notabilités sur le genre.



*Couverture L'objectif principal des caisses de crédit est de financer localement toutes les activités viables*

### **Responsabilisation et appropriation du processus**

La durabilité d'un projet dépend largement du degré de participation des bénéficiaires à sa conception, sa mise en œuvre, son fonctionnement et son évaluation. Une forte participation de la population (à la gestion, aux assemblées générales, etc.) témoigne d'un niveau élevé d'appropriation du mécanisme. On constate également que les projets qui marchent correctement sont ceux initiés par les populations elles-mêmes, sans influence extérieure. Ainsi, la viabilité d'un projet nécessite-t-elle que l'on ne considère pas uniquement les populations cibles comme des bénéficiaires, mais aussi comme des responsables chargés de l'élaboration, de l'organisation et de la gestion dudit projet. Le sentiment d'être des participants actifs réellement responsables et engagés est plus fort chez les populations dans le cadre de l'approche dite « à la demande » que lorsqu'il s'agit de projets dont la mise en œuvre a été décidée hors de leur communauté.

La responsabilisation des adhérents et leur appropriation de la démarche ont donc été des facteurs clés dans la réussite des caisses autogérées. Le concept est adapté au contexte rural mauritanien, ce qui permet une mobilisation de l'épargne locale destinée à financer les crédits appropriés aux conditions spécifiques des bénéficiaires. Les caisses sont également en phase avec les prescriptions religieuses. Enfin, le taux de capitalisation élevé renforce la stabilité financière des caisses répondant ainsi aux besoins des sociétaires.



**Sid'Ahmed Bessid** est directeur général de l'UNMICO. Il est spécialisé en microfinance en milieu rural.  
*[dg@unmico.net](mailto:dg@unmico.net)*

Cet article présente les résultats d'un des projets menés dans le cadre du processus « Capitalisation des expériences au service du développement rural », mis en œuvre par le CTA, la FAO et l'IICA avec le soutien financier du FIDA.  
<http://experience-capitalization.cta.int>

Pays : Mauritanie  
Région : Afrique du Nord-Ouest  
Date de publication : Mars 2019  
Mots clés : microfinance, finance agricole, financement de proximité, inclusion financière, UNMICO